

ACTION URGENTE

BANGLADESH. PLUS DE 100 AUTOCHTONES ARRÊTÉS ARBITRAIREMENT

Depuis le 7 avril, plus de 100 autochtones Bawm ont été arrêtés arbitrairement dans le cadre d'une opération militaire en cours dans les Chittagong Hill Tracts, dans le sud-est du Bangladesh. Ils sont accusés d'être des terroristes, soupçonnés de faire partie ou de soutenir le groupe militaire du Front national Kuki-Chin, qui aurait braqué deux banques publiques et pris en otage un directeur de banque les 2 et 3 avril 2024. La plupart de ceux qui n'ont pas été arrêtés se sont réfugiés dans des zones de jungle près des villages ou fuient le pays. Amnesty International demande la libération immédiate de tous les civil-e-s et la fin de la répression ciblant la communauté Bawm.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Première ministre Sheikh Hasina
Bureau du Premier ministre
Old Sangsad Bhaban
Tejgaon, Dhaka - 1215
Bangladesh
Courriel : ps1topm@pmo.gov.bd

Madame la Première ministre,

Depuis le 7 avril, plus de 100 membres de la communauté autochtone Bawm, dont une femme enceinte et des enfants, ont été arrêtés arbitrairement dans le cadre d'une opération militaire en cours dans les villages des Chittagong Hill Tracts. Cette opération était une réponse au braquage présumé de deux banques et à la prise en otage d'un directeur de banque par le groupe armé Front national Kuki-Chin (KNF) les 2 et 3 avril. Les autorités sont parties de l'hypothèse que toute la communauté du peuple Bawm faisait partie du Front national Kuki-Chin ou le soutenait. Les personnes arrêtées sont accusées de sédition présumée en vertu de l'article 15 de la loi draconienne sur les pouvoirs spéciaux et de plusieurs infractions au Code pénal, telles que le vol et l'enlèvement.

Toutes les personnes arrêtées restent anonymes dans les documents de la police sous la dénomination « 130-150 voleurs terroristes armés ». Certains ont été déférés au tribunal et remis en détention provisoire. D'autres doivent encore comparaître devant un tribunal. Sur des images de vidéosurveillance du braquage, on peut voir les responsables. Au lieu de s'en servir pour identifier les auteurs, votre gouvernement préfère persécuter toute une communauté autochtone.

Amnesty International craint vivement que les membres de la communauté autochtone Bawm ne soient victimes de sanctions collectives imposées par les autorités de l'État. Ils ont été maintenus sous le soleil brûlant pendant toute une journée pour être interrogés et ont été privés de nourriture. Les arrestations massives et aléatoires, avec des tout-petits envoyés en prison avec leur mère qui n'avait personne à qui les confier, témoignent de l'ampleur de l'opération militaire. Il y a environ 11 000 Bawm au Bangladesh et la plupart d'entre eux vivent actuellement dans la peur des arrestations, la famine, le manque d'accès à l'éducation, à l'emploi, etc. L'armée a installé un camp dans certains villages et confisqué les téléphones portables des villageois, les coupant ainsi des membres de leur famille.

En conséquence, je vous prie instamment de :

- **mettre fin à la répression visant la communauté Bawm ;**
- **libérer d'urgence tous les civils, en particulier la femme enceinte et les enfants, qui sont détenus arbitrairement ;**
- **assurer une représentation juridique adéquate pour toutes les personnes arrêtées arbitrairement et permettre à leurs proches de leur rendre visite librement, sans craindre d'être arrêtées au cours du**

processus ;

- *veiller à ce que les activités militaires soient menées sur les terres des peuples autochtones uniquement après avoir recueilli leur consentement, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ;*
- *mettre pleinement en œuvre toutes les dispositions relatives aux droits humains de l'Accord de paix des Chittagong Hill Tracts.*

Veillez agréer, Madame la Première ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Bangladesh, les peuples autochtones sont depuis longtemps en butte à des persécutions et des discriminations dans divers domaines socioéconomiques et politiques. Il y a plus de 25 ans, le gouvernement du Bangladesh et le Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti – parti politique fondé pour défendre les intérêts des peuples autochtones des Chittagong Hill Tracts – signaient l'Accord de paix des Chittagong Hill Tracts dans le but de mettre fin aux conflits et de lutter contre les injustices systématiques dans la région. Pourtant, la situation actuelle chasse les gens de leurs villages.

Le 8 avril vers 5h30, les militaires sont arrivés à Bethel, village le plus proche de l'une des banques braquées, en partant de l'hypothèse que les villageois étaient au courant du hold-up ou connaissaient les voleurs, et la répression a commencé. Selon un membre de la famille de l'une des personnes arrêtées, l'armée a demandé aux villageois de se rassembler sur le terrain de l'école, a séparé les hommes et les femmes, et a choisi au hasard les personnes à arrêter. Parmi elles, des personnes âgées d'une bonne cinquantaine d'années ou de plus de 60 ans. Elles ont toutes été conduites au poste de police de Bandarban vers 20h30.

Le Front national Kuki-Chin (KNF) aurait également dérobé 14 armes. Selon des villageois, l'armée a indiqué qu'elle cesserait de procéder à des arrestations massives une fois les armes récupérées. Selon des militants Bawm, le nombre réel d'arrestations pourrait être beaucoup plus élevé car ils ont seulement connaissance des arrestations au sujet desquelles leurs contacts leur ont fourni des informations.

Dans le cadre de la répression, l'armée a ordonné que chaque membre de la communauté Bawm ne soit autorisé à transporter que 5 kilos de riz de l'épicerie. Cette quantité est maintenant réduite à 1 kilo, ce qui n'est pas suffisant pour nourrir leurs familles. L'armée a mis en place des postes de contrôle où elle procède à des fouilles aléatoires et a arrêté des Bawm qui tentaient de passer ces postes. Entre 200 et 300 étudiant-e-s Bawm étudient à Dacca et dans d'autres régions du pays, selon un dirigeant de la communauté Bawm avec qui Amnesty International s'est entretenue. Ils étaient chez eux en vacances juste avant l'Aïd lorsque la répression a débuté. Ils n'ont pas encore pu retourner dans leurs établissements, et certains ont été arrêtés arbitrairement dans le cadre de la répression.

La communauté Bawm, comme d'autres communautés autochtones au Bangladesh, survit grâce au *jhum*, un système de culture itinérante dans lequel des parcelles de terre sont cultivées temporairement. C'est maintenant la période propice pour préparer les terres et les cultiver pour la prochaine année de récolte, ce qui est totalement perturbé puisque certains ont fui dans la jungle pour rester en vie et leurs déplacements sont restreints du fait des interpellations.

Actuellement, six villages – Bethel, Pankhyang, Suanlu, Faruk, Eden et Darjeeling – subissent la répression militaire dans les sous-districts de Ruma, Bandarban et Rowangchari, dans les Chittagong Hill Tracts.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Anglais ou bengali
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 22 AOÛT 2024
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Villageois-e-s de la communauté Bawm (ils/ elles)